

U N I O N G E N E R A L E D E S E T U D I A N T S D E N I C E

DECEMBRE 88
N° 8

inform

ENFIN!

ELECTIONS UNIVERSITAIRES

JEUDI 19 JANVIER

ELABORATION ET PRESENTATION DES LISTES SOUTENUES PAR L'U.G.E.N. -U.N.E.F.
POUR LES ELECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE NICE ,ET
AU C.E.V.U. ,LORS DE L'

ASSEMBLEE GENERALE

de

L'UGEN UNEF

JEUDI 15 / 12.

18^h Fac des Lettres

EDITO

Bonjours,

C'est un numéro special de l'UGEN Inform que tu reçois. En effet, le developpement des luttes sur nos Facs prend une ampleur qui mérite toute notre attention.

- La fac des Lettres est aujourd'hui plus que mobilisée contre le projet d'UFR "Espace et culture". Les locaux administratifs sont occupés, un referendum a été organisé, enfin à l'heure où tu liras ces lignes, une A.G. a lieu (lundi 12 à 13h)

Les Etudiants de Sciences convoquent une A.G. Jeudi 15 pour un remodelage des tests de 1^{re} année.

-A l'initiative de l'UGEN-UNEF une assemblée générale sur la spécificité des problèmes des étudiants étrangers s'est tenue Jeudi 8/12, à la cité J. Médecin. Afin de lancer très rapidement une action revendicative sur des problèmes immédiats un comité a été mis en place.

D'autre part les élections universitaires devant avoir lieu le Jeudi 19 Janvier pour les C.A. et C.E.V.U. je t'invite, avec insistance à participer à l'Assemblée Générale de l'UNEF qui aura lieu le Jeudi 15 Décembre à 18h en fac des Lettres.

Ta présence est indispensable

Fraternellement.

FABIEN

SOIRÉE
ETUDIANTE

JEUDI 15 DECEMBRE

22^H

(Après P. A.G. UNEF)

HALL H (Lettres)

LE FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE

Depuis plusieurs années, l'Université de Nice fonctionnait sans statuts, sans élections universitaires et, pour ainsi dire dans une semi illégalité.

L'adoption de nouveaux statuts conformément à la loi Savary, nous donnent enfin l'occasion de participer réellement en tant qu'étudiant à la gestion de l'université.

Les élections aux conseils d'UFR et aux trois conseils de l'université (CA-CEVU-CS) ont lieu tous les deux ans. Les conseils d'UFR votent le budget de l'UFR, le régime d'examen, la pédagogie. Le conseil scientifique prépare des dossiers sur la recherche, les formations, la coopération entre les Universités, les contrats avec les entreprises, son avis n'est décisionnel. Le CEVU a compétence en matière pédagogique, de lien avec le CROUS, les examens

la vie culturelle, il est le garant des libertés politiques et syndicales à l'université. Etant donné son champ d'action, on peut dire que c'est le conseil le plus proche des étudiants; c'est dans ce conseil que la représentation étudiante est la plus forte: 25%. Mais ses avis sont ensuite soumis au Conseil d'Administration. C'est donc le Conseil d'Administration qui vote en dernier ressort sur toutes les questions, ses pouvoirs sont donc très étendus.

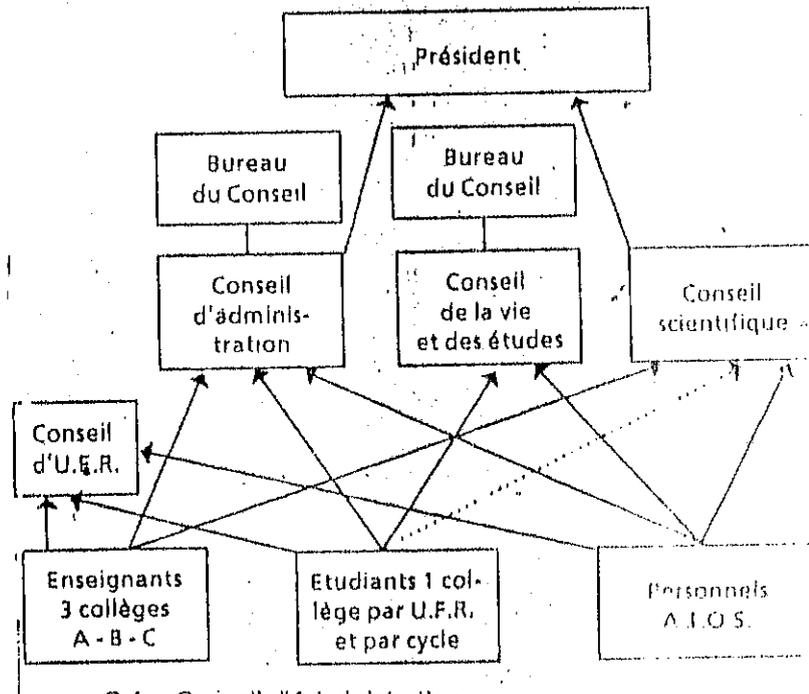
Ces conseils fonctionnent en 3 commissions: la commission des finances qui établit et propose un budget au CA; la commission disciplinaire qui examine le cas d'un étudiant "qui aurait commis une faute" et enfin la commission des statuts qui élabore ou modifie les statuts des UFR ou de l'IUT, modification qui sera ou non acceptée par le CA.

L'IMPORTANCE DES ELUS

Dans ces structures, les élus étudiants ont un rôle minime mais non négligeable. Il est vrai que la plupart du temps, le vote des étudiants n'est pas décisif, mais il peut malgré tout être important. Par exemple à Toulouse III, le budget de misère a été repoussé lors du premier vote, grâce à l'intervention des élus UGEN-UNEF.

Les élus informent les étudiants à tout moment:

- Avant les conseils, à partir de l'ordre du jour, ils demandent l'avis des étudiants sur chaque point à l'ordre du jour.
- Après les conseils: ils informent les étudiants sur les décisions qui ont été votées.



- CA : Conseil d'Administration
- CEVU : Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire
- CS : Conseil Scientifique
- U.F.R. : Unité de Formation et de Recherche (remplace les U.E.R.)
- Seulement les étudiants de 3^e cycle.

Dans chaque conseil ils défendent les intérêts, les avis, les revendications des étudiants. Dans certains cas, les élus peuvent défendre individuellement les étudiants: problèmes d'inscription, de dérogations, de bourse. Un étudiant isolé est toujours démuni face aux nombreux problèmes qu'il peut rencontrer, les élus sont là pour les aider, indiquer les démarches à suivre.

La mission principale des élus est la défense collective des étudiants: amphis surchargés, manque de photocopies de cours, droits d'inscriptions, manque de moyens pour les TD, la bibliothèque... Sur ces problèmes, l' élu informe les étudiants et devient leur porte parole mais c'est l'ensemble des étudiants concernés qui décident de l'action à mener.

Aussi, n'aie pas peur de contacter tes élus, ils ne sont là que pour te représenter aux conseils et aider à ce que les revendications étudiantes soient enfin prises en compte.

73 CONGRES DE L'U.N.E.F.

COMPTE RENDU PAR FATIMA (SCIENCES)

Bilan de la rentrée Universitaire.

Malgré les récentes mesures adoptées à l'assemblée nationale, dans le cadre du vote du budget 89 en première lecture (250 millions de francs supplémentaires attribués pour reevaluer les bourses, 500 postes débloqués) sous la pression des luttes, la rentrée universitaire est catastrophique et la situation universitaire ne fait que se dégrader.

Les preuves:

- Lycéens qui se présentent au secrétariat de la filière de leur choix et qu'on refuse d'inscrire par manque de place.
- Université de Censier où les étudiants sont obligés de demander à l'administration qu'elle cesse de chauffer les amphis, car on y crève de chaleur à y être entassé en permanence.
- Lille: tirage au sort des étudiants pour l'entrée en maîtrise en maths.
- Redoublants à qui on demande de ne pas s'inscrire en TD par manque de place.
- Redoublants à Jussieu qu'on refuse en licence de bio-chimie.

En dehors de ces difficultés rencontrées à la fac, s'ajoutent les difficultés rencontrées dans sa vie étudiant:

- Restau-U où la nourriture est infecte et où les chaînes à suppléments fleurissent.
- Cité-U où plusieurs dizaines d'étudiants étrangers se sont vus expulsés de leurs cités pour laisser la place à des étudiants "européens" qui arriveront bientôt.
- Frais d'inscriptions trop élevés (1 étudiant sur 2 se salarie pour étudier) comme à Aix en section de géographie ou les frais d'inscription s'élèvent à 1000F et à 2000F à Sciences-Po Paris.
- Bourses insuffisantes qui ne suffisent pas à assurer son logement, sa nourriture, son transport, d'avoir des loisirs, d'acheter des livres.

-La sécurité sociale a encore monté, les mutuelles sont onéreuses.

Face à ce tableau, l'état d'esprit des étudiants a changé. Des centaines de milliers d'étudiants font face à cette rentrée catastrophique; ils ne sont pas sans réagir.

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants agissent et revendiquent le doublement du budget de l'enseignement supérieur.

Ils luttent à tous les niveaux pour refuser cette pénurie budgétaire.

Par exemple, dans un amphi de 300 personnes plus de 250 signent la pétition nationale pour le doublement du budget; des amphis entiers vont en délégation à l'administration (pour la réintégration d'étudiants étrangers en cité U à Toulouse; face à l'échec aux tests de niveaux et LEA à Aix); luttes fortes et s'étalant dans le temps à Metz, Rouen, Caen, à Poitiers, Lilles; grève en sociologie et ACL à Nice.

Par contre le nouveau gouvernement qui s'est fixé comme priorité l'éducation nationale, que nous a-t-il proposé depuis six mois? Ce n'est le refus de prendre des mesures d'urgence pour l'université et le refus de changer le cap des orientations prises antérieurement? En effet le budget 89 fait état d'une augmentation de 5,6% par rapport à celui de l'an passé soit 1,2 milliard de francs supplémentaires.

Cet argent est largement insuffisant et ne permettra pas de régler les problèmes de fond, de plus, il va rejoindre en grande partie la masse des crédits réservés au développement et à l'extension des antennes délocalisées (ce qui risque d'entraîner une coupure entre le premier cycle et les cycles supérieurs) et les filières d'élites

Nos objectifs:

-Mettre en relation les difficultés des étudiants et le projet d'ensemble auquel ils sont confrontés, qui vise à l'ailement de l'université et qui a des conséquences les plus désastreuses pour eux et leurs études.

-Mesurer l'ampleur du mécontentement et analyser l'état d'esprit des étudiants.

-Prendre des initiatives en recherchant en chaque circonstance ce qui est le mieux pour favoriser le rassemblement, celui de la défense des intérêts des étudiants.

-Donner des perspectives au mouvement étudiants, nous doter d'une organisation utile aux étudiants, utile à leur rassemblement, une UNEF de masse qui se consacre à la des droits et des inérêts des étudiants.

Comment faire de l'UGEN cette organisation

L'UGEN existe car chaque étudiant a besoin de se défendre, car nous n'acceptons pas que des centaines d'étudiants soient sans défense à l'inscription, que des centaines d'entre eux soient boudés par des mesures sélectives.

C'est pourquoi nous devons faire grandir la riposte, relancer et consolider le rassemblement pour gagner ces moyens à de bonnes études. Il nous faut agir avec les étudiants pour lancer et poursuivre le débat, aider à mobiliser, en informant, en proposant des perspectives, et en montrant par exemple que les crédits qu'on nous refuse alimentent largement les

industries de guerre. A nous d'impulser la tenue d'assemblée générale, de contribuer à ce que chaque étudiants puisse prendre sa place dans l'action à tous les niveaux et choisisse la forme d'organisation la plus efficace, en lien avec l'état de la mobilisation (comités de luttes...).

Faisons en sorte qu'une importante frange d'étudiants de nos amphis soit durablement mobilisée en les informant sans cesse, en étant présent dans nos amphis.

Pour cela, il nous faut structurer nos associations, qu'elles deviennent le moyen efficace de faire face à tous les problèmes qui se posent au sein de nos facs, qu'elles deviennent à ses adhérents le moyen d'être informé, qu'elles facilitent l'implication de chacun, qu'elles permettent à tous d'intervenir dans son amphi, de consolider des liens avec les étudiants non syndiqués et surtout qu'elles nous permettent d'améliorer notre réflexion face aux revendications étudiantes.

Enfin elles peuvent être un moyen d'améliorer la vie à la fac par l'utilisation de foyers, de débats, de journaux.

LETTRES...

Depuis près de 15 jours, la fac des lettres se mobilise contre la mise en place d'un nouvel UFR: "Espace et culture".

Ce projet qui se présente lui-même dans une perspective élitiste est dangereux, à plus d'un titre, pour le devenir de l'université en France.

Sous prétexte d'un financement par des capitaux privés il vise à soumettre l'université aux intérêts des entreprises. Escomptant travailler essentiellement par contrat, les entreprises en fonction de leurs intérêts immédiats et sans se préoccuper d'autre chose, imposeront les sujets de recherches. Ce procédé liera en fin de compte l'existence et le devenir de cet UFR au bon vouloir de personnes extérieures au service public.

Ainsi, nous, en tant qu'étudiant à partir du moment où l'on accepte la main mise du secteur privé sur le secteur public, c'est sur la qualité de notre formation, sur notre avenir que nous spéculons dangereusement.

S'il ne s'agit pas de refuser l'ouverture de l'université sur l'extérieur en général et le monde du travail en particulier, il s'agit de refuser de voir soumettre cette université aux intérêts de quelques entreprises du secteur privé.

Ce projet, en outre, s'inscrit pleinement dans la politique mise en place au niveau local par la Municipalité de Nice et, Mr Medecin plus particulièrement pour casser l'université publique. La création grâce aux largesses du conseil général de l'université libre (sic) de la Côte-d'Azur, était une première étape. L'UFR "Espace et Culture" qui aura lui aussi, droit aux largesses de ce conseil général est une nouvelle étape dans la volonté de démanteler l'université.

Face à cela l'UNEF et l'ensemble des copines et copains de lettres se mobilisent avec les étudiants pour faire repousser le projet.

L'organisation d'un référendum devant enfin permettre aux principaux intéressés (les étudiants) de s'exprimer là dessus et, l'occupation des locaux administratifs sont les premières initiatives devant conduire l'ensemble des étudiants à faire échouer ce projet.

Robert